

JURIDIQUE	Information en bref	Source	Pour en savoir plus
	Un nouveau dispositif de « secours » est instauré pour pallier, en cas de besoin, les dysfonctionnements du Guichet unique jusqu'au 31 décembre 2024	Arrêté 26.12.2023	
	Un matériel pris en location financière est défectueux : l'utilisateur doit d'abord résilier le contrat conclu avec le fournisseur en charge du matériel, puis ensuite dénoncer cette résiliation à la société de location financière pour cesser de payer les loyers	Cour d'Appel de Lyon 21.12.2023 N° 20-05.048	
	Un salarié membre du Codir n'est pas assimilé automatiquement à l'employeur et peut donc exercer un mandat de représentant de la section syndicale	Cour de Cassation 20.12.2023 N° 22-21.983	
	En cas de faillite d'une SAS dirigée par une société, ses représentants légaux peuvent être mis en responsabilité de comblement de passif en l'absence de désignation d'un représentant permanent	Cour de Cassation 13.12.2023 N° 21-14.579	
	La résidence principale des entrepreneurs individuels est protégée en cas de liquidation de l'entreprise, mais cela ne concerne pas l'emprunt bancaire souscrit à titre personnel pour l'acquisition de la maison	Cour de Cassation 13.12.2023 N° 22-19.749	
	La résidence principale des entrepreneurs individuels est protégée en cas de liquidation de l'entreprise, mais c'est à l'entrepreneur de prouver le caractère de résidence principale du bien concerné	Cour de Cassation 25.10.2023 N° 21-21.694	
	Les entreprises qui ne respectent pas l'obligation d'établir un bilan d'émission de gaz à effet de serre sont exclues des marchés publics	Loi 23.10.2023 N° 2023-973	
	Lorsque le comportement d'un cocontractant est d'une telle gravité qu'il empêche la poursuite du contrat, il peut y être mis fin sans mise en demeure préalable	Cour de Cassation 18.10.2023 N° 20-21.579	
	Avant de décider la révocation d'un dirigeant, il faut soit un entretien préalable soit une information lui permettant de présenter ses observations	Cour de Cassation 11.10.2023 N° 22-12.361	

	Un mandat civil peut être révoqué à tout moment, sauf lorsque le mandant a fait preuve de légèreté blâmable ou d'intention de nuire	Cour de Cassation 04.10.2023 N° 22-15.781	
	La Cour de Cassation précise qu'un juge des référés peut ordonner la production de pièces détenues par une Partie en matière d'action en concurrence déloyale dès lors qu'il s'agit de documents existants (pas de possibilité de demander des documents qui ne seraient pas juridiquement obligatoirement établis)	Cour de Cassation 27.09.2023 N° 21-21.995	
	Il n'y a pas d'abus à rémunérer les dirigeants majoritaires et à exclure la distribution de dividendes dès lors que lesdites rémunérations sont justifiées	Cour de Cassation 30.08.2023 N° 22-10.108	
	Deux nouveaux modes amiables de règlement des litiges sont mis en place à partir du 1 ^{er} novembre 2023 : audience de règlement amiable, césure du procès	Décret 29.07.2023 N° 2023-686	
	Le plafonnement de la hausse des loyers commerciaux à 3,5 % par an est prolongé d'un an	Loi 07.07.2023 N° 2023-568	
	Dans le cas d'une SAS détenue à 50 / 50 avec une clause statutaire imposant l'unanimité, un abus d'égalité est qualifié lorsque le vote d'un associé contre une opération essentielle pour ladite SAS est motivé par les intérêts propres de l'associé. Toutefois, un associé peut exercer une activité concurrente à la dite SAS sans information particulière, dès lors qu'il n'y a pas d'actes de concurrence déloyaux	Cour de Cassation 21.06.2023 N° 21-23.298	
	La responsabilité d'une société est engagée en cas d'accident sur un sol glissant, même si l'accès principal est sécurisé (à savoir en cas de danger, le chemin concerné aurait du être fermé)	Cour de Cassation 15.06.2023 N° 22-12.162	
	La prescription du recouvrement d'une créance sur facture émise entre professionnels est de 5 années	Cour de Cassation 14.06.2023 N° 21-14.841	
	La loi du 9 juin 2023 définit et cadre l'activité d'influence commerciale « par voie électronique »	Loi 09.06.2023 N° 2023-451	

	L'option pour la confidentialité du dépôt des comptes annuels est à formuler lors du dépôt et ne peut plus être demandée postérieurement	Cour Appel de Paris 06.06.2023 N° 23.00062	
	Tant qu'il n'est pas acté de l'échec de la procédure de rachat des titres dans le cadre de la sortie d'un associé dans une SCI, la cession à un tiers n'est pas possible	Cour de Cassation 25.05.2023 N° 22-17.246	
	Il n'y a pas de possibilité de qualifier des actes déloyaux commis par le dirigeant d'une société en formation qui n'a pas encore la personnalité morale	Cour de Cassation 17.05.2023 N° 22-16.031	
	A partir du 1 ^{er} octobre 2023, les actions en recouvrement des créances civiles jusqu'à 5.000 € devront être précédées d'une tentative de règlement amiable	Décret 11.05.2023 N° 2023-357	
	Un débauchage massif de salariés à haute compétence (dans le cas d'espèce : 25 % des effectifs) peut constituer un acte de concurrence déloyale	Cour de Cassation 13.04.2023 N° 22-12.808	
	Une expertise de gestion peut être valablement demandée dans le cas où le gérant d'une SARL met le fonds de commerce en location-gérance à une société dirigée par celui-ci sans autorisation préalable de l'association	Cour de Cassation 05.04.2023 N° 21-23.289	
	La violation d'une clause des statuts d'une SAS peut être sanctionnée par la nullité de la décision lorsqu'elle « est de nature à influencer sur le résultat du processus de décision »	Cour de Cassation 15.03.2023 N° 21-18.324	
	Il n'y a pas de prescription dans le délai de dépôt des pièces au Greffe du tribunal de commerce, à savoir que l'obligation de publicité perdure pendant toute la vie de la société	Cour de Cassation 25.01.2023 N° 21-17.592	
	Les entreprises assurées contre le risque de cyberattaques doivent déposer plainte auprès des autorités compétentes dans le délai de 72 heures après avoir eu connaissance de l'atteinte à leur système informatique	Loi 2023-22 du 24.01.2023, Jo du 25	

	Suite à la liquidation judiciaire d'une association, la directrice (dirigeante de fait) est condamnée à une interdiction de gérer de deux ans au motif de non suivi juridique de l'association ; cette condamnation n'est pas valable car cette faute n'est pas dans la liste des fautes prévues par le Code de commerce en matière d'interdiction de gérer	Cour de Cassation 18.01.2023 N° 21-13.647	
	Pour apprécier le délai de trois mois nécessaire à l'obtention de la résiliation du bail commercial en cas de liquidation judiciaire du locataire, il faut considérer la date à laquelle le juge-commissaire a été saisi et non la date à laquelle il statue	Cour de Cassation 18.01.2023 N° 21-15.576	
	Le cautionnement donné par une société sans le consentement unanime des associés pour un acte qui n'entre pas directement dans son objet social n'est juridiquement valable que s'il existe une communauté d'intérêts entre la société et la personne cautionnée	Cour de Cassation 11.01.2023 N° 21-16.839	
	La clause pénale prévue dans une convention de cession d'actions ne peut être mise en œuvre qu'après mise en demeure de faire ce qui était prévu (dans le cas d'espèce, il s'agissait de l'engagement de collaboration du cédant pendant un an après cession), sauf si l'acte prévoit sa mise en œuvre possible sans mise en demeure	Cour de Cassation 4.01.2023 N° 20-18.051	
	Dans le cas d'une SAS, la réduction à zéro du capital social doit être impérativement suivie d'une augmentation d'un montant au moins égal au minimum légal ou statutaire	Cour de Cassation 4.01.2023 N° 21-10.609	
	En matière d'obligation de la banque de mettre en garde en cas de prêt disproportionné, le caractère averti de l'emprunteur personne morale doit s'apprécier à travers son représentant légal	Cour de Cassation 4.01.2023 N° 15-20.117	
	Sauf cas particulier du médiateur à la consommation, toute fonction de médiateur (habituelle ou occasionnelle, rémunérée ou bénévole) est incompatible avec la fonction de conciliateur de justice	Cour de Cassation 15.12.2022 N° 22-60.140	

	Le représentant légal dans une société anonyme n'est pas le président du conseil d'administration mais le directeur général	Cour de Cassation 14.12.2022 N° 21-16.655	
	Dans le cadre d'un achat immobilier sous condition suspensive de l'obtention d'un prêt pour un montant de 414.000 € maximum, l'acheteur peut refuser une offre de prêt de 407.000 € et donc ne pas acheter le bien immobilier	Cour de Cassation 14.12.2022 N° 21-24.539	

SOCIAL	Information en bref	Source	Pour en savoir plus
	A compter du 1 ^{er} janvier 2024, une notification par écrit est obligatoire si un employeur propose un Cdi à un salarié en fin de Cdd ou de mission	Décret n° 2023-1307 du 28.12.2023	
	A compter du 1 ^{er} janvier 2027, les plateformes numériques assureront un prélèvement à la source des cotisations sociales des autoentrepreneurs	Loi n° 2023-1250 du 26 décembre 2023, Jo du 27	
	A compter du 1 ^{er} janvier 2025, les cotisations sociales des travailleurs non salariés seront calculées sur une assiette commune avec un abattement forfaitaire de 26 % représentant une partie des cotisations et contributions	Loi n° 2023-1250 du 26 décembre 2023, Jo du 27	
	A compter du 1 ^{er} janvier 2024, des mesures de lutte contre la fraude sociale sont insérées dans le code de la Sécurité Sociale : mise à disposition de moyens ou services pour se soustraire au paiement des cotisations, délit d'incitation à la fraude sociale, manœuvres concertées, ...	Loi n° 2023-1250 du 26 décembre 2023, Jo du 27	
	Le contrôle des arrêts de travail est renforcé à partir du 1 ^{er} janvier 2024, notamment au niveau des contre-visites et la limitation à 3 jours de la durée d'un arrêt délivré en téléconsultation	Loi n° 2023-1250 du 26 décembre 2023, Jo du 27	
	L'Urssaf n'aura pas la charge du recouvrement des cotisations de retraite complémentaire au 1 ^{er} janvier 2024	Loi n° 2023-1250 du 26 décembre 2023, Jo du 27	
	La DGSI met en garde contre le débauchage de salariés par des concurrents étrangers notamment dans les entreprises stratégiques avec des compétences technologiques	DGSI flash ingénierie, décembre 2023	
	Selon la Cour de Cassation, un membre du CSE central qui cesse ses fonctions est remplacé par un suppléant ; mais il n'y a pas à pourvoir au remplacement d'un suppléant qui a cessé ses fonctions sauf si un accord collectif le prévoit	Cour de Cassation 06.12.2023 N° 22-21.239	
	La loi relative aux dispositions sur le partage de la valeur au sein des entreprises est publiée au Journal officiel avec de nombreuses dispositions sur la participation, l'intéressement, etc.	Loi n° 2023-1107 du 29 novembre 2023, Jo du 30	

	L'envoi d'une lettre de convocation à un entretien préalable de licenciement pendant le congé maternité entraîne la nullité du licenciement, même si l'entretien est prévu après ledit congé	Cour de Cassation 29.11.2023 N° 22-15.794	
	Selon la Cour de Cassation, pour la mise en place d'un Comité de groupe, l'entité dominante peut être une personne physique si certaines conditions sont remplies, dont notamment le fait qu'il y ait immixtion dans la gestion de la dite personne	Cour de Cassation 22.11.2023 N° 22-19.282	
	C'est à l'employeur qu'il incombe la preuve de la mise à disposition au salarié d'un local professionnel pour y travailler, à défaut de payer une indemnité pour occupation du domicile à des fins professionnelles	Cour de Cassation 15.11.2023 N° 21-26.021	
	En cas d'utilisation de la carte carburant de l'entreprise à des fins personnelles, le salarié doit rembourser l'entreprise	Cour de Cassation 8.11.2023 N° 22-10.384	
	Le décret précise la liste des informations à fournir lors de l'arrivée d'un nouveau salarié au sein de l'Entreprise	Décret 2023- 1004 du 30.10.2023	
	En matière d'intérim, c'est à l'entreprise utilisatrice de prouver le respect des durées maximales de travail	Cour de Cassation 25.10.2023 N° 21-21.946	
	En cas de supplément de participation ou d'intéressement, il faut qu'il y ait un accord ou un avenant pour que les exonérations sociales et fiscales soient applicables	Cour de Cassation 19.10.2023 N° 21-10.221	
	Le dividende versé par une Sel à une Spfpl doit être pris en compte dans l'assiette des cotisations sociales	Cour de Cassation 19.10.2023 N° 21-20.366	
	Lorsque l'employeur est informé qu'un salarié va être candidat aux élections professionnelles, la rupture de son contrat de travail nécessite l'autorisation préalable de l'inspection du travail	Cour de Cassation 18.10.2023 N° 22-11.339	
	Le licenciement qui suit une dénonciation de harcèlement n'est pas obligatoirement nul ; ainsi si les faits invoqués dans la lettre de licenciement caractérisent une cause réelle et sérieuse de licenciement, le salarié doit démontrer que le licenciement constitue une mesure de rétorsion à la dénonciation (sinon, c'est à l'employeur de démontrer l'absence de lien entre le licenciement et la dénonciation par le salarié du licenciement)	Cour de Cassation 18.10.2023 N° 22-18.678	

	Pour contester une expertise décidée par le CSE, l'employeur dispose d'un délai de dix jours qui débute à partir du moment où il est connaît la nature et l'objet de l'expertise	Cour de Cassation 18.10.2023 N° 22-10.761	
	Un licenciement économique est justifié si les pertes d'exploitation invoquées par l'entreprise sont « sérieuses et durables »	Cour de Cassation 18.10.2023 N° 22-18.852	
	Même si le français n'est pas la langue utilisée dans l'entreprise, les objectifs fixés pour la rémunération variable d'un salarié doivent être obligatoirement rédigés en français	Cour de Cassation 11.10.2023 N° 22-13.770	
	La Cour de Cassation valide la production de photos privées d'un groupe Messenger pour justifier un licenciement dès lors que cela est nécessaire à la justification de la preuve (cas d'espèce : séance photos dans une salle d'urgence d'hôpital pendant les heures de travail en maillot de bain par une infirmière).	Cour de Cassation 04.10.2023 N° 21-25.452	
	Même avec un véhicule de fonction, les infractions au code de la route commises en dehors du temps de travail ne peuvent pas constituer un motif de licenciement disciplinaire	Cour de Cassation 04.10.2023 N° 21-25.421	
	La négociation d'un accord pour la mise en place de la Bdese est facultative : la mise en œuvre peut être réalisée par l'employeur en suivant les prescriptions du code du travail	Cour de Cassation 04.10.2023 N° 21-25.748	
	En matière de respect des durées maximales de travail, c'est à l'employeur de démontrer que les plafonds légaux ou conventionnels sont respectés	Cour de Cassation 27.09.2023 N° 21-24.782	
	Il y a qualification de discrimination lorsqu'une salariée est appelée « la libanaise » par sa supérieure hiérarchique	Cour de Cassation 20.09.2023 N° 22-16.130	
	La consultation du CSE sur la situation économique relève du seul CSE central et non des CSE d'établissement	Cour de Cassation 20.09.2023 N° 21-25.233	
	La Cour de Cassation considère que le code du travail n'exige pas du lanceur d'alerte qu'il agisse de manière désintéressée ; le salarié peut donc chercher à négocier des conditions de travail en menaçant de révéler des pratiques illicites	Cour de Cassation 17.09.2023 N° 21-22.301	

	Une clause de non-concurrence, prévue dans un contrat de travail, applicable un an et « renouvelable pour la même durée » est nulle dès lors qu'elle réserve au seul employeur la faculté, après la rupture du contrat de travail, de renouveler la durée de l'interdiction	Cour de Cassation 13.09.2023 N° 21-12.006	
	Les salariés en arrêt de travail pour maladie non professionnelle continuent à acquérir des droits à congés payés pendant leur temps d'arrêt	Cour de Cassation 13.09.2023 N° 22-17.340	
	La Cour de Cassation valide la possibilité pour l'employeur de recourir à un « client mystère » pour contrôler l'activité des salariés	Cour de Cassation 06.09.2023 N° 22-13.783	
	La Cour de Cassation valide une nouvelle fois l'application du barème des ordonnances Macron pour le calcul des indemnités de licenciement	Cour de Cassation 06.09.2023 N° 22-10.973	
	En cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire, l'Ags doit avancer les sommes sur simple présentation du relevé de créances salariales et ne peut pas contester la réalité de l'insuffisance des fonds dans l'actif de l'entreprise	Cour de Cassation 07.07.2023 N° 22-17.902	
	La mention d'une convention collective particulière dans un contrat de travail oblige l'Entreprise, même si ce n'est pas celle qui correspond à l'activité principale	Cour de Cassation 05.07.2023 N° 22-10.424	
	Un syndicat qui perd son affiliation perd en conséquence son délégué syndical au sein du Cse ; mais la confédération concernée peut désigner de nouveaux représentants au titre de la représentativité initiale sous sa bannière	Cour de Cassation 28.06.2023 N° 22-16.020	
	Dans le cadre de la mission de l'expert-comptable liée à la consultation sur la politique sociale, des entretiens avec des salariés peuvent être prévus dans la lettre de mission dès lors qu'il y a accord de l'entreprise d'une part et des salariés d'autre part	Cour de Cassation 28.06.2023 N° 22-10.293	
	Le délai minimal d'envoi de l'ordre du jour d'une réunion de Cse n'est pas opposable par l'employeur, s'agissant d'une protection des salariés	Cour de Cassation 28.06.2023 N° 22-10.586	
	Le plan de commissionnement d'un salarié français (commercial) doit être rédigé en français sauf si ce document est reçu de l'étranger ou destiné à des étrangers	Cour de Cassation 07.06.2023 N° 21-20.322	

	L'expert-comptable désigné par le CSE d'une entité « X » dans le cadre de l'analyse de l'analyse de la situation économique et financière de X peut aussi analyser les comptes des filiales, mères et entités comprises dans le périmètre de consolidation, dès lors que cela est prévu dans la lettre de mission, dans la limite d'une remontée dans le temps à l'année en cours et les deux années précédentes	Cour de Cassation 01.06.2023 N° 21-23.393	
	Les diplômes et l'expérience professionnelle antérieure peuvent justifier des différences de salaires à l'embauche, mais ne peuvent pas expliquer un écart ultérieur en comparaison entre collègues	Cour de Cassation 24.05.2023 N° 21-21.902	
	Un salarié qui réclame le paiement d'heures supplémentaires devant le Conseil de prud'hommes doit simplement produire la matière et les précisions, car ce sera à l'employeur d'y répondre en produisant les éléments de contrôle de la durée du travail mis en place	Cour de Cassation 17.05.2023 N° 22-11.592	
	Un salarié qui a quitté l'entreprise dans le cadre d'une rupture conventionnelle ne peut pas réclamer postérieurement des dommages intérêts au prétexte d'un licenciement qui serait antérieur	Cour de Cassation 11.05.2023 N° 21-18.117	
	Le délai pour demander le paiement d'une gratification liée à la médaille du travail est de trois ans	Cour de Cassation 11.05.2023 N° 21-15.187	
	Un contrat de travail peut prévoir qu'un salarié ayant bénéficié d'une prime d'arrivée doit rembourser une partie de celle-ci en cas de démission avant une certaine date	Cour de Cassation 11.05.2023 N° 21-25.136	
	Un salarié a demandé la résiliation judiciaire de son contrat de travail ; il a été licencié ; il renonce à la demande préalable de résiliation judiciaire ; il peut demander sa réintégration dès lors que le licenciement serait nul	Cour de Cassation 11.05.2023 N° 21-23.148	
	Un témoignage anonymisé peut être pris en compte pour justifier la faute d'un salarié, dès lors que cette attestation est corroborée par d'autres éléments permettant aux juges d'en analyser la crédibilité et la pertinence	Cour de Cassation 19.04.2023 N° 21-20.308	
	Un salarié qui a dénoncé de bonne foi des faits de harcèlement moral ne peut pas être licencié pour ce motif (même si le terme de harcèlement moral n'avait pas été initialement énoncé)	Cour de Cassation 19.04.2023 N° 21-21.053	

	Un salarié est licencié pour faute en raison d'un cumul d'emplois en 2017 ; mais celui-ci avait ensuite transmis à l'employeur les documents permettant de vérifier que les durées maximales de travail et le cumul irrégulier avait disparu au jour du licenciement ; dans ce cadre, le licenciement est sans cause réelle et sérieuse	Cour de Cassation 19.04.2023 N° 21-24.238	
	La demande en paiement d'une somme au titre de la participation des salariés se prescrit sur un délai de deux ans	Cour de Cassation 13.04.2023 N° 21-22.455	
	L'analyse de la surcharge de travail exprimée par un salarié doit notamment être réalisée lors des entretiens annuels Entreprise / salariés	Cour de Cassation 13.04.2023 N° 21-20.043	
	En principe, une condamnation pénale dans la vie privée ne peut pas justifier un licenciement. Cette règle ne s'applique pas en cas de trouble objectif et justifié au bon fonctionnement de l'entreprise lors de la reprise d'activité du salarié condamné (il en est de même s'il s'agit d'un licenciement disciplinaire du fait d'un manquement à une obligation découlant du contrat de travail)	Cour de Cassation 13.04.2023 N° 22-10.476	
	Les honoraires de l'expert-comptable désigné par le CSE pour vérifier l'application de l'accord de participation sont à la charge de l'entreprise	Cour de Cassation 05.04.2023 N° 21-23.427	
	Un médecin du travail peut préconiser le recours au télétravail pour un salarié inapte, l'entreprise devant alors obligatoirement analyser les modalités de mise en œuvre au regard des fonctions occupées et même si l'entreprise ne recourt pas au télétravail	Cour de Cassation 29.03.2023 N° 21-15.472	
	Il n'est pas possible de mettre en place une rupture conventionnelle dans le cadre d'une fermeture de site	Conseil d'Etat 21.03.2023 N° 459.626	
	La clause d'indemnité de dédit-formation prévue dans un contrat de travail ne s'applique pas en cas de rupture conventionnelle, même si cette procédure est engagée à l'initiative du salarié	Cour de Cassation 15.03.2023 N° 21-23.814	
	Le licenciement pour faute grave dans le cas d'un Cdd ne peut intervenir que pendant ledit contrat ; si le Cdd a été renouvelé, il est trop tard pour appliquer la sanction	Cour de Cassation 15.03 .2023 N° 21-17.227	

	Un juge peut ordonner la communication de bulletins de paie de collègues dans le cadre d'une procédure engagée par une salariée invoquant une inégalité de rémunération par rapport à ses collègues masculins	Cour de Cassation 08.03.2023 N° 21-12.492	
	Le licenciement d'un salarié pour motif de taux d'alcoolémie au-dessus de la normale n'est pas valable : le motif doit être que le salarié était en état d'ivresse	Cour de Cassation 08.03.2023 N° 21-25.678	
	Une victime de harcèlement ne peut pas signer une rupture conventionnelle (notion de consentement libre des parties à l'acte)	Cour de Cassation 01.03.2023 N° 21.21.345	
	Pour calculer l'indemnité due à un salarié réintégré après l'annulation de son licenciement, participation et intéressement ne sont pas à prendre en compte dans le calcul de l'assiette	Cour de Cassation 01.03.2023 N° 21-16.008	
	Un renouvellement de Cdd doit comprendre cette mention de manière explicite (« avenant de renouvellement ») ; sinon, c'est un nouveau contrat et il faut alors respecter le délai de carence avec le précédent contrat	Cour de Cassation 01.03.2023 N° 21-20.431	
	Dans le temps de travail effectif, il faut compter le temps de trajet domicile / travail dans le cas d'un technicien qui transporte des pièces de rechange dans son véhicule de service	Cour de Cassation 01.03.2023 N° 21-12.068	
	Un salarié déclaré inapte a droit à la reprise du versement de son salaire sans déduction des Ijss reçues s'il n'est pas reclassé ou licencié dans le délai d'un mois qui suit la déclaration d'inaptitude par le médecin du travail	Cour de Cassation 01.03.2023 N° 21-19.956	
	En cas de confusion (ou de mention erronée) entre les activités exercées par un entrepreneur (gérant Sarl / gérant Eirl) dans une mise en demeure de redressements expédiée par l'Urssaf entraîne son annulation	Cour de Cassation 16.02.2023 N° 21-15.313	
	Le licenciement pour faute grave est justifié envers un salarié ayant 22 ans d'ancienneté et ayant été négligeant dans la réalisation des missions de contrôle de sécurité qui relevaient de ses attributions	Cour de ..Cassation 15.02.2023 N° 22-10.398	
	Il n'est pas possible de licencier un salarié pour faute lourde si celui-ci est déclaré inapte en cours de procédure	Cour de Cassation 08.02.2023 n° 21-16.258	

	Il n'y a pas de requalification de faute grave en faute simple en cas de licenciement d'un directeur général dont les pratiques de management nuisent à la santé de ses subordonnés, même si l'intéressé était en poste depuis plus de 5 ans	Cour de Cassation 08.02.2023 N° 21-11.535	
	L'entreprise utilisatrice peut aussi être responsable du préjudice d'anxiété subi par un salarié d'une entreprise sous-traitante exposé à une substance nocive ou toxique dès lors qu'il y a un lien de causalité entre les fautes de l'entreprise utilisatrice et le préjudice subi	Cour de Cassation 08.02.2023 N° 20-23.312	
	L'utilisation d'une substance toxique (amiante) en toute illégalité est qualifiée d'atteinte à la dignité des salariés concernés, justifiant une réparation par des dommages et intérêts	Cour de Cassation 08.02.2023 N° 21-14.451	
	Un CDD de remplacement d'un salarié absent doit impérativement comprendre la mention du nom et de la qualification du salarié remplacé	Cour de Cassation 08.02.2023 N° 21-14.444	
	La pratique reconnue d'un sport pendant un arrêt maladie n'est pas un motif de rupture du contrat de travail (seule la preuve d'une activité concurrente pourrait l'autoriser)	Cour de Cassation 01.02.2023 N° 21-20.526	
	En cas de licenciement économique justifié par une dégradation de l'excédent brut d'exploitation, le tribunal doit vérifier si cette dégradation est sérieuse et durable	Cour de Cassation 01.02.2023 N° 20-19.661	
	La justification (par certificats médicaux notamment) de troubles anxio-dépressifs peut valider la saisine des prud'hommes pour contestation du licenciement alors que le délai de saisine est dépassé	Cour de Cassation 25.01.2023 N° 21-17.791	
	En cas de qualification de nullité de licenciement en raison de l'exercice du droit de grève, l'employeur doit aussi rembourser les allocations chômage perçues par le salarié (dans la limite de six mois)	Cour de Cassation 18.01.2023 N° 21-20.311	
	Les bons d'achat et cadeaux attribués par les CSE dans la limite de 917 € par bénéficiaire est exonéré de cotisations fiscales et sociales en cas d'attribution dans le cadre de la coupe du monde de rugby 2023 ou des jeux olympiques 2024	Ministère de l'Economie et des Finances, 11.01.2023, communiqué de presse	
	Dans le cas d'un salarié sous Cdi, il y a présomption d'abandon volontaire de poste dès lors qu'il n'y a pas de reprise de travail après mise en demeure adressée par l'employeur	Loi 21.12.2022 N° 2022-1598, Jo du 22	

	Les salariés assimilés à l'employeur ont le droit de vote pour les élections au CSE	Loi 21.12.2022 N° 2022-1598, Jo du 22	
	En cas d'arrêt maladie, il n'est pas possible de retirer le logement de fonction constitutif d'un avantage en nature accordé à un salarié	Cour de Cassation 14.12.2022 N° 21-15.685	
	L'apposition de la signature numérisée du gérant de la société sur un contrat de travail est valable dès lors que l'identification de son auteur est possible	Cour de Cassation 14.12.2022 N° 21-19.841	

FISCAL	Information en bref	Source	Pour en savoir plus
DECLARATION	Les comptes d'actifs numériques étrangers doivent être déclarés par toutes les personnes et entités juridiques domiciliées ou établies en France	Loi de finances pour 2024 du 29.12.2023 N° 2023-1322	
CONTROLE	Les aviseurs fiscaux peuvent être indemnisés dès lors que les droits éludés sont supérieurs à 100.000 €	Loi de finances pour 2024 du 29.12.2023 N° 2023-1322	
CONTROLE	En cas de fraude fiscale aggravée, il est créé une peine complémentaire de privation temporaire du droit au bénéfice de réductions et crédits d'impôt	Loi de finances pour 2024 du 29.12.2023 N° 2023-1322	
CONTROLE	Un délit de mise à disposition d'instruments de facilitation de la fraude fiscale est dorénavant prévu	Loi de finances pour 2024 du 29.12.2023 N° 2023-1322	
CONTROLE	Le champ des présomptions justifiant le recours à une visite domiciliaire est étendu et les sanctions pour refus d'accès aux données sont étendues au stockage sur les serveurs à distance	Loi de finances pour 2024 du 29.12.2023 N° 2023-1322	
CONTROLE	L'administration peut mener des investigations sur internet	Loi de finances pour 2024 du 29.12.2023 N° 2023-1322	
IFI	Dans le cadre de l'évaluation des SCI, les dettes afférentes aux actifs non imposables ne sont plus déductibles	Loi de finances pour 2024 du 29.12.2023 N° 2023-1322	
ENREGISTREMENT	Depuis le 29.12.2023, la dette de restitution du quasi-usufructier n'est plus déductible pour les conventions portant sur les sommes d'argent (espèces)	Loi de finances pour 2024 du 29.12.2023 N° 2023-1322	

CVAE	La Cvae prend fin en 2024 pour les redevables de la cotisation minimum et en 2027 pour les autres redevables	Loi de finances pour 2024 du 29.12.2023 N° 2023-1322	
BIC IS	La taxe sur les véhicules n'est plus déductible du résultat imposable des sociétés non passibles de l'IS	Loi de finances pour 2024 du 29.12.2023 N° 2023-1322	
TVA	Au niveau de la Tva à l'importation, des mesures modificatives sont prévues pour l'activité de dropshipping et pour le recouvrement de la Tva	Loi de finances pour 2024 du 29.12.2023 N° 2023-1322	
TVA	Les seuils d'application de la franchise en base sont modifiés à partir de 2025	Loi de finances pour 2024 du 29.12.2023 N° 2023-1322	
TVA	La généralisation de la facturation électronique est reportée à 2026	Loi de finances pour 2024 du 29.12.2023 N° 2023-1322	
BIC IS	Un régime de suramortissements est mis en place du 1 ^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2030 pour les véhicules et engins peu polluants	Loi de finances pour 2024 du 29.12.2023 N° 2023-1322	
IR	Le plan d'épargne avenir climat (Péac) est créé pour les mineurs et jeunes adultes	Loi de finances pour 2024 du 29.12.2023 N° 2023-1322	
IR	Le crédit d'impôt pour les dons réalisés au profit de la Fondation du patrimoine pour conserver ou restaurer le patrimoine immobilier religieux est fixé à 75 % des dons du 15.09.2023 au 31.12.2025	Loi de finances pour 2024 du 29.12.2023 N° 2023-1322	

BIC IS	Il y a qualification d'aide commerciale d'une subvention consentie par un actionnaire minoritaire à la filiale d'un groupe pour soutenir le développement de son activité sur un marché à fort potentiel	Conseil d'Etat 29.12.2023 N° 455.810	
BIC IS	Une provision pour risque de versement d'indemnité d'ancienneté à un entraîneur de club de football justifiée par le fait que le délai de 4 ans risque d'être atteint et que le contrat risque de ne pas être renouvelé n'est pas déductible	Cour Administrative d'Appel de Nantes 22.12.2023 N° 23NT00040	
BIC IS	Les « punitive damages » (pays du common law) payés par une entreprise ne sont pas fiscalement déductibles	Conseil d'Etat 08.12.2023 N° 458.968	
BIC IS	Les détournements commis par un associé minoritaire sont déductibles dans les conditions fixées pour les salariés donc il faut analyser si cela résulte d'un comportement délibéré des dirigeants ou d'une carence manifeste dans le contrôle interne	Conseil d'Etat 06.12.2023 N° 458.981	
CONTROLE	A compter du 1 ^{er} janvier 2024, les prestataires de services de paiement doivent tenir des registres de paiements transfrontaliers	Décret 06.12.2023 N° 2023-1149, Jo du 8	
BIC IS	Les frais d'intermédiation (juridiques, conseils, ...) facturés à l'acquéreur de fonds de commerce par son vendeur sont un élément du coût d'acquisition des fonds dès lors qu'ils ont été supportés par le cédant en vue de la conclusion de la vente	Cour Administrative d'Appel de Douai 30.11.2023 N° 22DA00769	

TVA	Une tva est facturée à tort par un fournisseur ; elle n'est pas déductible par le client ; elle doit être remboursée par le fournisseur	Conseil d'Etat 29.11.2023 N° 469.111	
BIC IS	Pour le calcul du crédit d'impôt recherche le temps passé sur les activités doit être détaillé par tâche et par jour, sans retenir un cadre forfaitaire	Cour Administrative d'Appel de Paris 13.12.2023 N° 22PA01220	
TVA	Des dépenses pour une société en formation sont réalisées entre 2014 et 2018 ; la société est juridiquement immatriculée en 2018 et ces flux sont mentionnés en annexe aux statuts ; la tva y afférente est déductible sans qu'il puisse être retenu une forclusion en termes de délai	Cour Administrative d'Appel de Nantes 14.11.2023 N° 22NT01164	
BIC IS	Le Conseil d'Etat confirme qu'une dépréciation de stock de pièces détachées à rotation lente peut être déduite fiscalement si la méthode statistique ce calcul est suffisamment précise et détaillée	Conseil d'Etat 13.11.2023 N° 466.464	
RF	Les charges sur un bien immobilier sont déductibles pour autant que le bien soit mis en location (il faut le justifier)	Cour Administrative d'Appel de Nancy 9.11.2023 N° 21NC00814	
BIC IS	Une dépréciation de créances douteuses doit être dûment justifiée au regard du caractère probable du non -paiement des factures	Conseil d'Etat 09.11.2023 N° 468.731	

BIC IS	Une sous filiale a consenti une avance à sa société grand-mère ; le recouvrement paraissant difficile, une dépréciation est constituée ; elle est déductible si la sous filiale justifie agir dans son propre intérêt, par exemple afin d'éviter la liquidation de la société grand-mère qui entraînerait sa propre liquidation	Cour Administrative d'Appel de Bordeaux 10.10.2023 N° 21BX04692	
BIC IS	Il n'y a pas de qualification d'acte anormal de gestion pour une convention de management fees conclue pour rémunérer les fonctions de direction d'une société, dès lors qu'il y a contrepartie effective aux versements	Conseil d'Etat 04.10.2023 N° 466.887	
CONTROLE	Il n'y a pas de forme particulière sur les modalités de transmission des dénonciations obligatoires de l'Administration fiscale au Procureur de la République des faits de fraudes ayant donné lieu à taxation ; la production de l'avis de mise en recouvrement n'est pas obligatoire	Cour de Cassation 13.09.2023 N° 22-82.288	
BIC IS	Dans le calcul du crédit impôt recherche, on peut tenir compte des dépenses (sur contrat) faisant l'objet d'un paiement direct au sous-traitant par le cocontractant du donneur d'ordre (qui calcule le Cir)	Conseil d'Etat 26.07.2023 N° 446.493	
BIC IS	Il y a application des mêmes règles entre comptabilité et fiscalité en matière de suivi des coûts de développement : le choix (immobilisations / charges) est irréversible et il s'applique sur tous les projets répondant aux mêmes critères	Conseil d'Etat 26.07.2023 N° 446.493	
BIC IS	Un abandon de créances peut être qualifié de commercial dès lors qu'il est justifié par des perspectives crédibles de réalisation de chiffre d'affaires de la filiale	Conseil d'Etat 26.07.2023 N° 463.846	

IS	La perte de change attachée à la réception d'un dividende n'est déductible qu'à hauteur de la fraction du dividende effectivement taxée (soit uniquement quote-part de frais et charges de 5 %)	Cour Administrative d'Appel de Paris 28.06.2023 N° 21PA03000	
BIC IS	Une créance non recouvrée car prescrite ne peut pas être dépréciée, puisque la perte est définitive (il faut justifier des mesures de recouvrement)	Cour Administrative d'Appel de Versailles 27.06.2023 N° 21VE02578	
BIC IS	Une provision pour restructuration (avec Pse) n'est pas déductible à la clôture de l'exercice dès lors que le plan d'ensemble est soumis à condition suspensive (non levée à la clôture des comptes) des Pouvoirs publics	Cour Administrative d'Appel de Paris 10.05.2023 N° 21PA02447	
IR	Des charges de travaux ne sont déductibles des revenus fonciers que si le bien est loué ou si des diligences de mise en location sont justifiées	Cour Administrative d'Appel de Douai 04.05.2023 N° 21DA02915	
IS	Dans un cas d'espèce de cession de titres dans un groupe intégré, il a été retenu la qualification de libéralité le fait d'avoir céder des titres avec une décote de 14 % par rapport à la seule valeur mathématique	Conseil d'Etat 07.04.2023 N° 466.247	
IR	L'administration peut retenir la valeur locative réelle en cas de loyer minoré en l'absence de circonstance indépendante de la volonté du propriétaire explicative	Cour Administrative d'Appel de Versailles 28.03.2023 N° 21VE00952	
IR	Il n'y a pas d'imposition en revenus fonciers des recettes encaissées pour compte par un chargé d'affaires, reconnu coupable d'abus de confiance, pour la partie des revenus conservée par celui-ci et qui auraient du revenir au propriétaire réel des biens loués	Cour Administrative d'Appel de Versailles 14.03.2023 N° 21VE03264	

IS	En cas de fusion, le déficit de la société absorbée peut être repris par la société absorbante sur agrément ; l'activité doit rester sans changement significatif ; il n'y a pas de changement avéré en cas de baisse de chiffre d'affaires et d'effectif salarié dès lors que l'activité transférée présente un caractère cyclique	Cour Administrative d'Appel de Lyon 09.03.2023 N° 21LY01810	
CONTROLE	Personne physique, association, société, ... : tout compte bancaire utilisé à l'étranger doit être déclaré à l'Administration fiscale française	Conseil d'Etat 08.03.2023 N° 463.267	
IS	Une association (avec gestion désintéressée) n'est pas imposable aux impôts commerciaux si le service rendu n'est pas en concurrence avec des entreprises commerciales exerçant une activité identique (dans le cas d'espèce : pas d'offre de services sur l'ensemble de la zone géographique)	Cour Administrative d'Appel de Nantes 03.03.2023 N° 21NT01869	
IR	Les dépenses de réfection complète du réseau électrique d'un local professionnel en vue de créer des espaces intérieurs nouveaux dans le cadre d'une redistribution de l'aménagement ne sont pas déductibles des revenus fonciers	Cour Administrative d'Appel de Versailles 20.02.2023 N° 20VE01133	
IS	Une association est imposable aux impôts commerciaux dans le cas d'espèce où il y a communauté d'intérêts avec l'activité libérale de formation exercée par son dirigeant avec un système d'encaissement / reversement	Cour Administrative d'Appel de Paris 17.02.2023 N° 21PA06066	

CIR	Le crédit d'impôt recherche nouvelle collections ne peut pas s'appliquer à une société dont les vêtements sont entièrement fabriqués par un sous-traitant	Cour Administrative d'Appel de Paris 17.02.2023 N° 21PA02676	
IFI	La part investie en immobilier dans les plans d'épargne retraite est imposable à l'IFI dès lors que le contrat est rachetable	Réponse Malhuret n° 4979, JO Sénat, 9.02.2023	
CONTROLE	La liste des 14 Etats et territoires non coopératifs a été mise à jour	Arrêté 03.02.2023	Bahamas et Iles Turques et Caïques ont été rajoutés
PLUS-VALUES	Dans le calcul de la plus-value imposable suite à cession de titres, les honoraires d'avocats sont déductibles dès lors qu'il s'agit de frais directs liés à la cession (et non la partie des honoraires attachés à des conflits avec d'autres associés par exemple)	Cour Administrative d'Appel de Lyon 02.02.2023 N° 21LY02597	
TAXE HABITATION	Avant le 1 ^{er} juillet 2023, les propriétaires de locaux d'habitation devront souscrire par voie électronique une déclaration d'occupation de chaque bien immobilier	Communiqué ministère des Finances 23.01.2023	
IR	En cas de carence locative dans la location d'un bien immobilier soumis à la défiscalisation de Robien, il faut justifier des mesures prises pour assurer la location du bien : ainsi, la production d'une annonce de particulier à particulier plus d'un an après le départ du précédent locataire n'est pas suffisante	Cour Administrative d'Appel de Nantes 13.01.2023 N° 21NT02103	
TVA	Dans les travaux immobiliers, l'autoliquidation de la Tva pour les sous-traitants suppose la formalisation d'un contrat de sous-traitance	Cour Administrative d'Appel de Lyon 05.01.2023 N° 21LY02722	

IR	Le blocage des sommes inscrites en compte-courant, résultant de conventions sous seing privé, ne permet pas d'éviter l'imposition des dividendes ainsi inscrits	Conseil d'Etat 21.12.2022 N° 462.533	
IR / IS	Un appartement est loué à une SCI avec une partie du loyer payée personnellement par le président et une partie, considérée comme professionnelle, par la société ainsi dirigée. La charge est déductible au niveau de la Société dès lors que l'Administration ne peut démontrer que la Société X aurait pris en charge des dépenses personnelles du président	Conseil d'Etat 16.12.2022 N° 461.118	

COMPTABLE et ORGANISATION	Information en bref	Date	Références
ANC Autorité des Normes Comptables			
	Règlement relatif au plan comptable général	22.11.2023	2023.08
	Règlement relatif aux comptes des coopératives agricoles	10.11.2023	2023.07
	Règlement relatif aux comptes des organismes paritaires de formation professionnelle	10.11.2023	2023.06
	Règlement relatif au plan comptable, solutions informatiques	10.11.2023	2023.05
	Règlement relatif aux comptes annuels des entreprises d'assurances	08.11.2023	2023.04
	Règlement relatif à la modernisation des états financiers (en coordination avec règlement 2022-06)	07.07.2023	2023.03
	Règlement (comptes consolidés) portant sur le traitement comptable de l'impôt minimum mondial	07.07.2023	2023.02
	Règlement sur les comptes annuels des associations culturelles	12.05.2023	2023.01
OEC Ordre des Experts-Comptables			
	Note technique : suppression de la technique du transfert de charges	22.09.2023	
	Note technique : nouvelle définition du résultat exceptionnel	22.09.2023	
	Avis sur l'entreprise individuelle ayant opté pour l'IS	03.02.2023	2023.07
	Avis sur l'aide de compensation carbone, détermination de la valeur ajoutée brute	11.01.2023	2023.08
AMF Autorité des Marchés Financiers			
	Recommandation sur les arrêtés de comptes 2023	26.10.2023	
AUTRES			

